



Compte-rendu

04/07/2024

Lieu : en ligne

[La réunion est disponible sur la page YouTube du REH.](#)

Ce Forum REH portait sur « **la préservation de la biodiversité et des écosystèmes, un angle mort de la transition écologique de l'aide internationale ?** »

1. Tour d'information du REH

La réunion a débuté avec un tour d'information sur les nouvelles du REH.

Le REH était présent au HNPW, avec une session organisée par chaque GT ! Les sessions ont eu lieu en anglais, et leur replay sont disponibles sur la [page YouTube du REH](#), ainsi que les CR en français et en anglais. Ces sessions ouvertes sont une occasion de présenter les travaux des différents GT et de s'ouvrir à de nouveaux membres potentiels. Des retours ont d'ailleurs été faits à certains GT suite à l'organisation de ces sessions. Merci d'y être venu !

- GT Carbone, le 30 avril - [CR et replay](#)
- GT Evaluations Environnementales, le 30 avril - [CR et replay](#)
- GT Achats Durables, le 2 mai - [CR et replay](#)
- GT Déchets, le 2 mai - [CR et replay](#)

Le GT EE a aussi fait une intervention lors de [la réunion annuelle du EHAN](#).

Le **GT Carbone** a créé 3 sous-groupes pour avancer sur diverses thématiques :

- Un sur les bilans carbone et sur le suivi évaluation des bilans carbone ;
- Un sur le développement d'un atelier de sensibilisation pour les ONG (outils de sensibilisation pour les staffs etc.) ; → ils ont tenu un atelier avec la CCD et l'IRD, pour découvrir et s'approprier l'atelier Ma Terre en 180min ;
- Un sur la question des déplacements et notamment pour travailler sur une fiche action pour réduire les vols.

Depuis le dernier Forum, ils ont tenu 4 réunions, dont une avec une intervention sur le mécénat climatique de Planète Urgence. Ils ont aussi lancé un Excel participatif pour renseigner où chacun des membres du GT en sont par rapport à leur bilan carbone.

Le GT est ouvert et si vous souhaitez rejoindre le GT ou un des sous-groupes vous pouvez contacter carbone@environnementhumanitaire.org.

Le **GT Achats durables et responsables** continue d'améliorer et mettre à jour la Base de Données de Critères d'Achats Durables (disponible [ici](#)). Cet outil propose une liste de critères d'achats durables et responsables (critères environnementaux et sociaux) pour 30 catégories de biens et services (disponible en anglais, français et espagnol). L'objectif est que cet outil soit collaboratif et évolue en intégrant les recommandations des utilisateurs. Il est ouvert aux retours à l'aide des formulaires ([français](#), [anglais](#), [espagnol](#)). **Une nouvelle version de l'outil va sortir ce mois-ci.** Pour toute question n'hésitez pas à contacter le GT : achatsdurables@environnementhumanitaire.org ou sustainableprocurement@environnementhumanitaire.org.

Le **GT Evaluations Environnementales** qui travaille sur les questions autour de l'amélioration et l'utilisation des outils d'évaluations environnementales, en plus de faire leurs retours sur le NEAT+, travaille sur une matrice multisectorielle d'analyse de risques climatiques et environnementaux. Pour la développer, le GT a créé des « task force » sectorielles (WASH, SAME, Shelter, MHPSS et Santé Nutrition), l'objectif des taskforce étant de concevoir une matrice d'analyse des risques environnementaux des activités sectorielles à l'intention des collègues sur le terrain. Cette matrice sera utilisée pour :

- Soutenir les équipes dans l'analyse des risques environnementaux prioritaires liés à leurs activités pour leur contexte spécifique ;
- Fournir des recommandations en termes de mesures de mitigation de ces risques ;
- Guider l'opérationnalisation des mesures de mitigation sélectionnées.

[La taskforce WASH a organisé un workshop le 26 juin](#) dernier pour recueillir des retours d'experts sur le sujet. Le GT a également reçu une ligne de financement de la DG ECHO sur un contrat Groupe URD pour aider au développement et à la diffusion de la matrice.

Une première version de la matrice va sortir à l'automne - des événements de lancement seront organisés. N'hésitez pas à partager la matrice et ses événements lorsqu'elle sortira !

Si vous êtes intéressés pour contribuer à une des task force ou au GT, contactez evalenv@environnementhumanitaire.org.

Le **GT Déchets** poursuit ses réunions, avec notamment la dernière avec une présentation de [Recyclamed](#), et une discussion autour des recycleurs au Tchad suite au travail d'Oxfam et du Groupe URD. Le GT est ouvert et si vous souhaitez rejoindre le GT vous pouvez contacter dechets@environnementhumanitaire.org.

Par ailleurs, les enregistrements du Forum seront dorénavant mis en ligne sur [YouTube](#) en divisant les différentes interventions.

2. Introduction à l'écologie, avec Sandra Lavorel du CNRS

Vous pouvez [voir cette partie](#) ou [lire la présentation](#).

La session a débuté avec une introduction à l'écologie par Sandra Lavorel, écologue au CNRS, et médaille d'or CNRS 2023.

Le but de cette introduction était notamment d'explorer les questions suivantes :

- Qu'est-ce que la biodiversité ?
- Quelles sont les principales causes de dégradation de la biodiversité ?
- C'est grave ? Pourquoi ?
- Que peut-on y faire ?

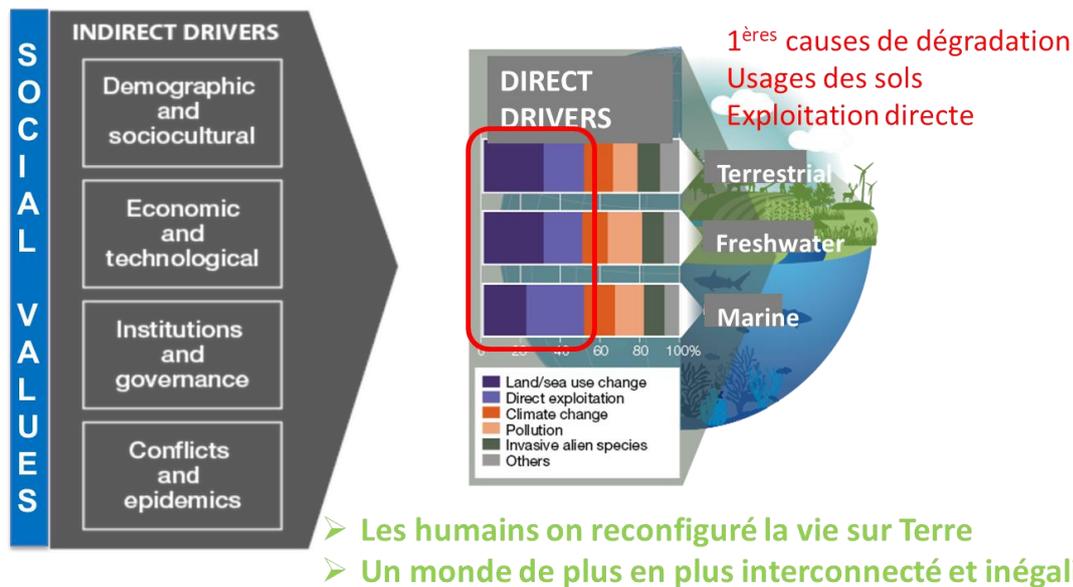
En soulignant plusieurs types de diversités (diversité des espèces, diversité génétique, diversité des écosystèmes) avec des rôles différents (diversité fonctionnelles, diversité d'interactions), il été souligné **qu'il n'existe pas une, mais des biodiversités.**

Sandra a ensuite remis en perspective la perte de biodiversité que nous connaissons en ce moment, soit la 6ème extinction de masse, qui diffère des autres car elle est cette fois-ci causée par une seule espèce : l'humain.

Nous avons ensuite exploré les 5 grandes causes directes de cette extinction, soit :

- Changements d'usage des sols et/ou des mers (responsable d'environ 45% de cette dégradation)
- Exploitation directe (chasse, pêche, bois, commerce d'espèces sauvages, usages locaux)
- Changements climatiques
- Pollutions
- Espèces alliées envahissantes

Nous avons vu que **les causes de la dégradation de la nature découlent directement des dynamiques sociétales** (comme pour le climat), c'est-à-dire que ce sont les activités humaines (sociales, sociétales, économiques, techniques, pression démographique, conflits etc.) qui poussent aux 5 grandes causes de la dégradation de la biodiversité.



The Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services

www.ipbes.net

Il semble que la vie sur Terre se dégrade rapidement à cause des activités humaines, malgré les efforts de conservation de la nature.

Nous avons ensuite exploré plus particulièrement le rôle des changements climatiques. Bien qu'il n'y ait qu'un seul cas connu d'extinction *directement* causée par la remontée de la mer, les changements climatiques causent des **transformations d'écosystèmes**. Notamment, il provoque des déplacements d'aires (comme des remontées d'espèces en latitude ou altitude) et a des effets sur la phénologie (calendrier de la nature), par exemple du l'exposition au gel tardif.

De même nous avons analysé le rôle des **espèces exotiques invasives**, qui est la 5ème cause actuelle de déclin de la biodiversité. Elles ont notamment contribué, seules ou avec d'autres facteurs de changement, à 60 % des extinctions enregistrées dans le monde, dont 90 % se sont produites sur des îles. De plus, les espèces exotiques envahissantes ont un impact négatif sur la qualité de vie dans 85 % des cas. Pour en savoir plus sur leur rôle et sur des méthodes pour essayer d'adresser cette problématique, vous pouvez vous référer à [la ressource de l'IPBES sur les espèces invasives](#).

Objectifs de Développement Durable (2030)

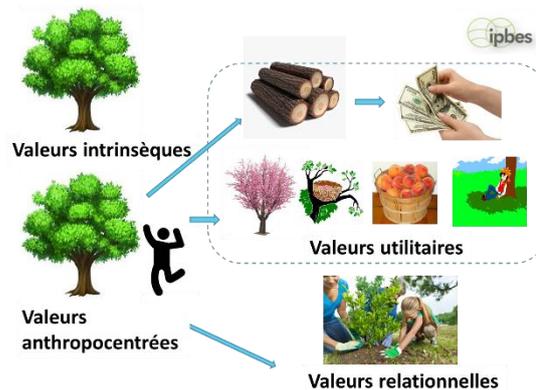
Selected Sustainable Development Goals	Recent status and trends in aspects of nature and nature's contributions to people that support progress towards target *			Uncertain relationship
	Poor/Declining support	Partial support	Unknown	
1 No poverty	↓ ↓			U U
2 Zero hunger	↓	→ → →		
3 Good health and well-being			? ?	U U
6 Clean water and sanitation	↓ ↓ ↓	→		
11 Sustainable cities and communities	↓ ↓ ↓ ↓	→		
13 Climate action	↓	→	? ? ?	
14 Life below water	↓ ↓ ↓ ↓	→ → → →		
15 Life on land	↓ ↓ ↓ ↓	→ → → →		

* There were no targets that were scored as good/positive status and trends

Tendance négative pour 35/44 sous-objectifs

Nous avons ensuite essayé de comprendre pourquoi la dégradation de la biodiversité est une catastrophe planétaire. En particulier, le dernier rapport de l'IPBES souligne que en prenant en compte les services écosystémiques et leurs changements, **il est impossible d'atteindre certains ODD**, comme ceux en rapport avec la vie sous la mer et sur terre.

Puis Sandra nous a expliqué le concept des **services écosystémiques**, c'est-à-dire les « fonctions » de la biodiversité d'un point de vue anthropocentrique. En utilisant l'exemple du territoire alpin français, nous avons exploré ses différents services écosystémiques (suite à une étude conduite par Sandra et son équipe), notamment des services d'approvisionnement (ex : production de bois-énergie), de régulation (ex : prévention des risques d'incendies), culturels (ex : accueil du public pour tourisme et/ou récréation) et pour la biodiversité (ex : la présence d'espèces particulières). Ainsi, nous pouvons voir que la biodiversité rend de nombreux services aux humains.



Enfin, nous avons exploré les concepts d'interactions et de multifonctionnalités des écosystèmes, en soulignant qu'il est **important de comprendre et de prendre en compte toutes ces interactions**. Mais il peut être possible d'essayer de gérer la biodiversité pour l'adaptation au changement climatique, comme avec **les solutions fondées sur la nature (voir Forum sur les SFN)**.

En conclusion, Sandra a souligné les éléments suivants à prendre en compte lorsque l'on parle de biodiversité et d'écosystèmes :

- **La biodiversité est multi-dimensionnelle**, et donc **complexe à évaluer** (« ce n'est pas un objet simple qu'on peut mesurer avec un thermomètre et dire 2 degrés, 4 degrés,.. »)
- Il y a de sévères dégradations et menaces sur la biodiversité qui ne sont pas maîtrisées
- Qui peuvent avoir de graves conséquences pour les humains (santé, économie, société...)
- Pourtant, la biodiversité **fait partie des solutions !**

<p>Q : Est-ce que vous pouvez expliquer la différence entre biodiversité et écosystème ?</p> <p>R : Un écosystème est l'ensemble des organismes que l'on trouve dans un lieu donné qui interagissent entre eux et s'influencent.</p>
<p>Q : Comme il a été mentionné en introduction, il semble qu'au sein des membres du REH les travaux se focalisent pour l'instant beaucoup sur l'empreinte carbone notamment, et que nous sommes encore très loin d'intégrer la biodiversité dans nos analyses. Auriez-vous des suggestions pour approcher cette question et intégrer la biodiversité dans nos méthodes d'évaluation ?</p> <p>R : Il est important d'éviter des indicateurs trop simplifiés (comme le nombre d'espèces préservées et/ou impactées). Sinon, une recommandation est de regarder l'outil de mesure d'empreinte de la biodiversité de la CDC (caisse des dépôts et consignations).</p>
<p>Q : Est-ce qu'il existe des ressources spécifiques pour d'autres pays, comme par exemple la RDC ?</p> <p>R : Il peut être intéressant de regarder les outils de l'union internationale de conservation de la nature (UICN), notamment l'outil de de conservation. Il permet d'avoir accès à de bases de données, d'indicateurs et d'outils pour la conservation. Ces produits ont aidé des centaines d'organisations à concevoir, suivre et mettre en œuvre une conservation juste et efficace.</p>
<p>Q : Dans quelle mesure la notion de services écosystémiques est-elle mobilisée dans les collectivités et à quel point cela fait consensus dans les sciences ?</p> <p>R : Il y a eu beaucoup de débats autour de ce concept, mais plus largement c'est un concept qui est assez utile et important dans ces domaines. Notamment la notion de contribution de la nature à la qualité de la vie humaine, permet de prendre en compte les conceptions indigènes et les valeurs multiples.</p>
<p>Q : J'ai récemment assisté à une conférence de Pierre-Henri Gouyon, (dont j'imagine que vous connaissez les thèses) notamment sur le rôle des pesticides sur l'effondrement de la biodiversité, et la stratégie "marchand de doute" (comme l'industrie du tabac) mise en place par les industriels qui explique(ra)it que ce rôle ne soit pas visible dans les rapports de l'IPBES. Quelle est votre vision/position sur ce sujet ?</p> <p>R : Il n'y a pas de chapitre spécifique sur les pesticides dans le rapport de l'IPBES mais le sujet est en fait abordé dans la partie sur les polluants. De même, la partie sur les changements d'usage des sols inclut indirectement les questions de pesticides compte tenu de leurs effets sur les sols. Aujourd'hui on sait que les pesticides ont des effets avérés sur la dégradation de la biodiversité (ils font partie du groupe 'pollution' dans les causes de dégradation). Mais les causes varient fortement entre régions.</p>

3. Comment travailler sur les écosystèmes et la biodiversité dans l'aide au développement ? avec Jean-Noël Roulleau de l'AFD

Vous pouvez [voir cette partie](#) ou [lire la présentation](#).

Jean-Noël Roulleau, expert biodiversité nous a présenté l'approche de l'AFD pour permettre la prise en compte de la biodiversité dans les projets soutenus par l'AFD. Après avoir rappelé les portefeuilles de projet de l'AFD, Jean-Noël a raconté l'histoire de la prise en compte de la biodiversité à l'AFD : d'abord par le financement de conservation d'aires protégées, puis dans les années 90 via l'analyse des risques environnementaux et sociaux (calé depuis 2017 sur les nombres de la Banque Mondiale, en particulier n°6). L'accent a ensuite été mis sur l'intégration du climat à partir de 2004. Enfin l'AFD affiche maintenant la volonté d'intégrer la biodiversité de manière transversale dans tous les secteurs.

L'AFD est actuellement en cours de développement de leur stratégie Planète. Jean-Noël Roulleau a ainsi pu nous présenter l'état des lieux de la prise en compte de la biodiversité dans cette stratégie :

Principaux marqueurs et axes de la future feuille de route planète

- Provisoire -



PILLARS	DIMENSIONS	RATING					
		-2	-1	0	+1	+2	+3
PLANET	BIODIVERSITY Conservation of biodiversity, management of ecosystems and natural resources	The project significantly deteriorates biodiversity and natural resources in the long term (e.g. by failing to significantly alter critical habitats or to conserve/degrade natural habitats without compensatory measures)	The project has residual impacts on biodiversity and natural resources, - It degrades modified habitats in the absence of mitigation measures, - OR it degrades natural habitats despite the definition of mitigation measures - OR it encourages practices that are harmful to biodiversity	The project has no negative impact on biodiversity and natural resources, nor does it identify opportunities to develop or improve the state of biodiversity or natural resources	A dialogue has been conducted with the project stakeholders on biodiversity conservation and/or sustainable natural resource management issues AND/OR the project has unintended and unapproved positive impacts on biodiversity or natural resources	Contribution to biodiversity conservation or the sustainable management of natural resources as a secondary objective of the project	The project aims to structurally improve the state of biodiversity and/or ensure the ecological quality and sustainability of natural resources
	LOW-CARBON Transition to a low-carbon economy	The project implies a long-term lock-in effect that jeopardizes the achievement of being less carbon-intensive alternatives in its sector or implementing a low-carbon development pathway	The project is not consistent with the objectives of adaptation of public policies AND significantly increases the climate risk of the area, OR	After analysis, the project has no impact on climate change levels but remains consistent with the objectives of low-carbon development pathway	The project is aligned with the country's climate challenge and contributes to a low-carbon economy through its action on at least two of the following levels: (i) technical measures, (ii) mobilization of financial and private actors (iii) impact on public policies	The project contributes significantly to low-carbon economy through its action on at least two of the following levels: (i) technical measures, (ii) mobilization of financial and private actors, (iii) impact on public policies	The project structurally contributes to the country's low-carbon development pathway through its action on all the levels of change: (i) technical measures (ii) mobilization of financial and private actors, (iii) impact on public policies
	RESILIENCE Resilience to climate change	The project is not consistent with the adaptation objectives of public policy and locks the country into a more climate resilient development pathway	Two scenarios: 1) the project is not consistent with the objectives of adaptation of public policies AND significantly increases the climate risk of the area, OR 2) the project is exposed to significant climate risks or the project holder is exposed to physical risks, without adaptation measures being taken to address them	The project and its impacts on the sector/ ecosystem/ territory are not exposed to significant climate risks but remain consistent with the adaptation objectives of national public policies (sectoral strategies, development plans, etc.)	The project is adapted: it takes the climate risks identified in the project intervention area into account ("project adaptation") in its design and implementation (or in its procedures), in line with national adaptation policies or issues	The project is adapted: it has taken climate risks into account in its design and implementation (or in its procedures), in line with the adaptation policies of public policies - (i) it has an impact on the formulation of sectoral / institutional and/or territorial development methods that are more resilient to climate change ("adaptation through the project") - OR it allows for capacity building actions to reduce significant climate risks for the project / industry	The project has a structuring effect on the country's climate-resilient development trajectory, in line with public policy adaptation priorities, by activating the following levels below: (i) or adapted, (ii) it reduces climate risks for sectors/ industries and territories or provides for capacity building actions that reduce climate risks, (iii) it is transformational or integrates uncertainty
HUMAN	SOCIAL Social well-being, reducing inequalities and fostering inclusion	The project reinforces inequalities and exclusion or discrimination against low or middle groups	The project presents an uncontrolled risk of deteriorating living conditions, access to essential services, opportunities, or income.	The project has no significant impact on social well-being (reduction of inequalities and inclusion)	The project improves living conditions through its actions on access to essential goods and services, opportunities or income, and has been the subject of a dialogue with counterparts on the integration of vulnerable populations among the beneficiaries	One of the expected effects of the project is to contribute to the reduction of multidimensional inequalities and to strengthen inclusion	The main objectives of the project aim to reduce multidimensional inequalities (targeting the lowest 40% of income earners in particular) and to strengthen inclusion
	GENDER Gender equality	The project presents a significant risk of increasing inequalities between women and men	The project presents an opportunity to reduce gender inequalities, but no dialogue or measures have been initiated that would lead to sustained inequalities	After analysis and dialogue, the project does not present a significant gender equality issue	The needs and interests of women and men have been assessed and discussed with the counterpart(s), leading, where possible, to specific measures	The secondary objective of the project is to contribute to strengthening women and reducing gender inequality	The empowerment of women and structurally ensuring gender equality is one of the main objectives of the project
ECONOMY & GOVERNANCE	ECONOMY Sustainable and resilient economy for people and the planet	The project may weaken the economy by generating an unsustainable and non-renewable growth model	The project may weaken the company/ entity in charge of the project OR encourage the continued use of unsustainable production and consumption patterns	The project has no effect on the sustainability and/or resilience of the economy	The project contributes to improving the social and/or environmental impact of the economic model (competitiveness, creation of decent jobs, efficiency in the use of resources)	The project makes a substantial contribution to the transition to a more sustainable and resilient economy, capable of meeting future challenges (demography, resource depletion, climate, etc.)	The project fosters structural changes in economic development models to ensure human development with ecological limits
	GOVERNANCE Long-term project impact and governance framework	The project is not in line with the institutional environment (regulative and normative framework) OR is in contradiction with one of the governance sub-objects supported by AFD OR the project and/or sponsor do not take the State's regulatory role into account	The weaknesses of the project have not been sufficiently addressed, jeopardizing the sustainability of the project, at risk OR despite the measures (laws, etc.) of the institutional environment, the sustainability of the project	After analysis, the sustainable impacts of the project cannot be determined - no impact on the governance framework - lack of a monitoring and evaluation plan, recurrent costs, and strategy	The sustainability of the project's impact was taken into account in the project design (human resources, project management, funding, monitoring and evaluation tools, technical assistance) including committed stakeholders (stakeholder mapping groups, monitoring committee)	The project foresees lasting impacts on the institutional framework via decision-making methods (consultation and participation), information and transparency	The project foresees significant impacts on one or more structural areas of governance (law, rule of law, human rights, citizen participation, information and transparency, etc.)

Jean-Noël nous a ensuite présenté les sous-objectifs développés par l'AFD qui cherche à devenir la première banque dont les opérations seront cohérentes avec les attentes du [Cadre Mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal](#) (COP 15 de la Convention sur la Diversité Biologique).

Pour ce faire, ils utilisent des outils d'évaluation pour les gros projets d'infrastructures, dont un nous a été présenté : la [grille d'analyse de développement durable](#). Cette grille permet d'évaluer les projets en les notant entre -2 à +3 selon leurs impacts sur la biodiversité, les trajectoires bas-carbone et la résilience aux changements climatiques. Les notes négatives permettent de confronter les projets au principe de ne pas nuire, tandis que les notes positives permettent de voir si les projets ont un impact positif. Par exemple, un projet aura la note de +3 si son objectif principal est d'améliorer structurellement l'état de la biodiversité et/ou assurer la qualité écologique et la durabilité des ressources naturelles. **À noter que cette grille est appliquée pour les grands projets mais pas pour ceux des OSC** (voir Q&R ci-bas).

Levier d'action	Taux d'actualisation %	Principale cause de détérioration
1 - Protection et conservation des écosystèmes et des espèces	100	Perte nette d'habitats naturels
2 - Restauration des écosystèmes terrestres et marins	80	Dégradation de l'écosystème
3 - Développement intégré des zones rurales et urbaines	60	Fragmentation
4 - Gouvernance et politiques	50	Faible gouvernance de la biodiversité
5 - Gestion durable des ressources naturelles	40	Surexploitation des ressources et la pollution
6 - Efficacité écologique locale	20	Pressions chroniques cumulatives

Il nous a ensuite présenté un autre de leurs outils, **la matrice d'évaluation des co-bénéfices**. Cette grille est utilisée pour les projets noté +2 ou +3 dans la grille précédente, pour valider les financements matrice. [L'explication complète de la grille est disponible en ligne](#).

Enfin, Jean-Noël a souligné l'évolution des financements pour les projets biodiversité/nature, avec un objectif de 1 milliard d'euros en 2025, déjà atteint en 2023 (1134 millions d'euros, soit 9,4 % de l'activité totale de l'AFD). On voit que les financements ont augmenté tous les ans de façon significative.

<p>Q : Quid des projets qui ont des mauvaises notes ? Sont-ils écartés ?</p> <p>R : Alors l'AFD est la seule banque qui a encore une liste d'exclusion et c'est donc par rapport à cette liste que les projets sont écartés ou non. Cependant, la grille permet de commencer un dialogue avec les porteurs de projet pour voir si c'est possible de l'améliorer ou non. Par ailleurs, les gros projets d'infrastructures doivent faire une Évaluation d'Impact Environnemental (EIE) complète.</p> <p>En revanche, pour les projets des OSC (donc qui tombent sous la DPA OSC) c'est un dispositif allégé qui s'applique, et donc pas la première grille présentée. Mais la liste d'inclusion s'applique toujours et la grille forfaitaire s'applique pour calculer les co-bénéfices.</p>
<p>Q : Dans la matrice d'analyse, est-ce que l'AFD considère comme une priorité ou une urgence les points chauds de la Biodiversité dans le monde ?</p> <p>R : Les outils utilisés essaient de prendre en compte les diversités des contextes dans lesquels opère l'AFD. Il y a les « hotspots » mais aussi les aires protégées, les zones RAMSAR, les zones pour l'alliance 0 extinction, les zones UNESCO, etc. Une attention particulière est portée sur les pays dits « mega divers » (pays dans lequel la majorité des espèces végétales et animales présentes sur Terre sont représentées).</p>
<p>Ressource : s'agissant du monde du développement (versus humanitaire) et de la possibilité de combiner développement et conservation, je partage avec vous cette évaluation de 19 programmes financés par l'AFD.</p>

4. Regard d'une écologue dans une ONG humanitaire, avec Chloé Orland d'ACF

Vous pouvez [voir cette partie](#) ou [lire la présentation](#).

La session a continué avec une intervention de Chloé Orland, écologue chez ACF. Son intervention avait pour but d'essayer d'expliquer le rôle d'un.e écologue au sein d'une organisation humanitaire.

Chloé a débuté son intervention avec une mise au point sur les **différences entre un.e écologue et un.e écologiste**, pour clarifier le cadre des discussions :

- Écologue = « Spécialiste de l'écologie », donc de la connaissance scientifique de l'écologie, étudie le fonctionnement et/ou la gestion de milieux naturels - *Ecologist* en anglais
- Écologiste = « Défenseur de la nature et de l'environnement ; partisan de l'écologisme » - *Environmentalist* en anglais

Elle nous a ensuite présenté son parcours (sujets de master, thèse et post-doc), pour témoigner de la diversité de sujet et de thématiques qu'approchent les écologues. Surtout, dans leurs recherches, **les écologues sont responsables de toutes les étapes, de la collecte à leur analyse.**



Puis elle est repartie de la fiche de poste de base pour laquelle elle a été recrutée (elle est en poste depuis 1 an). Ceci a permis de montrer son rôle tant qu'écologue au sein d'ACF dans la Direction Expertise et Plaidoyer (DEP) dans le Service Recherche et Analyse. Elle a souligné que c'est cet héritage et cette **culture de la recherche appliquée chez ACF** qui a motivé la création de ce poste. Elle a aussi expliqué qu'il existe beaucoup d'interactions entre les équipes de la DEP, mais aussi avec les équipes du service environnement climat (dans la DG), et bien sûr avec la direction opérationnelle et les bureaux pays – **c'est donc un réel poste d'interface !**

Au quotidien, ses activités consistent à :

- Création d'un groupe de travail « Écologie et Environnement » ;
- Recensement des **besoins terrain** ;
- **Accompagnement des équipes** : relecture propales, support technique, guides/formations ;
- Analyse de **données de recherche** ;
- Créer des **ponts** avec les ONGs et institutions environnementales

Après un an de poste, son analyse sur les enjeux tant qu'écologue dans une ONG humanitaire :

- Sauver des vies VS sauver la planète ?
 - o Comprendre l'importance de la biodiversité, que tout est lié
- **Clarifier des concepts, apporter des nuances**
- Éviter la mal-adaptation
 - o Actions sans expertise
 - o Temporalité pas forcément bien articulée
 - o 23 pays avec chacun différentes zones d'interventions qui ont leur propre contexte écologique et social
- Promouvoir les approches communautaires, partenariats, Traditional Ecological Knowledge (TEK)
- Apprendre en marchant, pas en courant !



Il est primordial que les organisations de conservation/environnementales et les organisations d'aide internationale/humanitaires collaborent et partagent leurs connaissances, tout en connaissant les limites de leur expertise et de leur mandat.

Pour conclure, elle a souligné le besoin de clarifier les expertises de chacun et le besoin de collaborer en interne et en externe.

Q : Est-ce pertinent d'avoir un.e écologue dans une ONG ? Ou est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux externaliser ?

R (participant.e) : Probablement que cela dépend en partie de la taille de la structure - le fait qu'il y ait un Département Recherche/Expertise chez ACF fait que le poste s'inscrit dans un cadre plus large. Dans les organisations plus petites qui n'ont pas ces capacités, l'externalisation peut être une bonne option.

R : Cela va dépendre des moyens de l'organisation et de sa culture, mais là où il y a une réelle valeur ajoutée c'est dans le soutien technique aux équipes terrain. Donc les potentielles collaborations/partenariats devraient tourner autour de cet aspect. **Mais attention, un.e écologue ne peut pas connaître tous les contextes et il est indispensable d'avoir une approche contextualisée !**

Q : Est-ce que vous faites des recherches sur comment les Solutions fondées sur la Nature permettent de mieux intégrer la Réduction des Risques de Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique ? Il existe beaucoup de rapports d'ONG sur ces sujets mais très peu de *recherche* sur ce sujet, et les bailleurs risquent d'en être demandeurs.

R : Initialement la recherche chez ACF se concentre surtout sur les causes de la faim. Et donc on se pose beaucoup de questions notamment sur l'agroécologie et l'agroforesterie. ACF développe notamment des fiches techniques pour aider à la mise en pratique de certaines SfN et des projets de recherche sur les SfN, notamment sur la mangrove, sont en cours de développement.

Bien que les humanitaires sont souvent dépendants des financements des bailleurs, et donc n'ont pas forcément des sommes à injecter dans la recherche, il peut être très intéressant de collaborer avec des universitaires pour justement faire cette recherche appliquée, qui en outre ne demande pas forcément un grand budget.

Q : Quelles difficultés dans le dialogue entre toi, qui a un profil très académique/technique, et les praticiens du terrain ? quelles limites à la prise en compte de tes recommandations ?

R : Vraiment le rôle d'interface et de vulgarisation de la science est essentiel. Il est important de bien savoir communiquer sur des sujets complexes, notamment pour permettre d'apporter de la nuance dans certains propos.

Q : Est-ce que ce sont des postes financés uniquement sur fonds propres ? Ou vous arrivez à lever des financements pour la recherche ?

R : Le poste est financé sur fonds propres mais les financements pour la recherche viennent principalement de réponses à appels de financements.

Q : Et tu as eu quoi comme questions techniques ?

R : Quelles cultures privilégier pour augmenter la présence de pollinisateurs, faut-il enlever les racines des paletuviers avant d'en replanter, quels types de foyers améliorés privilégier, qu'est ce qui constitue un projet One Health... (quelques exemples!)

5. Temps de réflexion sur comment collaborer entre ONG humanitaire/développement et ONG environnementale, avec Anna Lafranchi de Planète Urgence

Vous pouvez [voir cette partie](#) ou [lire la présentation](#).

Anna Lanfranchi de Planète Urgence est ensuite venue animer un exercice autour des collaborations possibles entre organisations humanitaire/développement et organisations environnementales.

Avant de commencer l'exercice, **un point de clarification sur ce qu'on entend par « ONG environnementale »** était nécessaire ! Par ailleurs, il faut noter que Planète Urgence s'identifie comme une ONG de solidarité internationale. Quelques pistes de définition des activités d'une ONG environnementale :

- **Protection de la Biodiversité** : Les ONGs s'engagent à préserver les espèces animales et végétales en voie de disparition et à protéger les écosystèmes naturels.
- **Sensibilisation et Éducation** : Elles travaillent pour éduquer le public sur les enjeux environnementaux, promouvoir des comportements écologiques et encourager les communautés à adopter des pratiques durables.
- **Lutte contre le Changement Climatique** : En plaidant pour des politiques visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les ONG cherchent à atténuer les impacts du changement climatique.
- **Conservation des Ressources Naturelles** : Elles promeuvent l'utilisation durable des ressources telles que l'eau, les forêts, et les sols pour prévenir la dégradation et assurer la disponibilité pour les générations futures.
- **Plaidoyer et Influence Politique** : Les ONG jouent un rôle important en influençant les décisions politiques et législatives en faveur de la protection de l'environnement.

Afin d'ancrer l'exercice dans un contexte concret ([voir slide de présentation de l'exemple](#)), Anna nous a présenté une étude de cas d'un projet dans le Nord-Cameroun :

- Le Nord-Cameroun fait face à une augmentation des flux migratoires due à l'insécurité de la région et aux changements climatiques.
- De nombreux migrants s'installent près du parc national de la Bénoué, menaçant les corridors écologiques essentiels entre les parcs. Le contexte est difficile, les relations entre les différentes populations sont sujettes à de fortes tensions notamment entre les éleveurs et les agriculteurs.
- **La zone risque à terme de devenir une zone de « crise » ; comment dans ce cadre pouvez-vous imaginer l'intervention de vos ONGs d'urgence en lien avec les activités de Planète Urgence ?**

Sur un [Klaxoon participatif](#), les participant.e.s ont contribué à la réponse aux questions suivantes :

- *Quelles alternatives de moyens de subsistance respectueuses de l'environnement pourraient être proposées aux populations migrantes pour réduire la pression sur les ressources naturelles du parc ?*
- *Comment concilier les besoins en eau des populations migrantes avec la préservation des ressources hydriques essentielles à la faune du parc ?*
- *Comment intégrer les connaissances traditionnelles des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles et la protection des corridors écologiques ?*
- *Quelles stratégies d'éducation environnementale pourraient être mises en place pour sensibiliser les populations migrantes à l'importance de la conservation ?*
- *Comment l'ONG humanitaire pourrait-elle collaborer avec les instances gestionnaires du parc et les ONG environnementales locales pour concilier les besoins des populations et la préservation de la biodiversité ?*



Quelles alternatives de moyens de subsistance respectueuses de l'environnement pourraient être proposées aux populations migrantes pour réduire la pression sur les ressources naturelles du parc ?



Comment concilier les besoins en eau des populations migrantes avec la préservation des ressources hydriques essentielles à la faune du parc ?

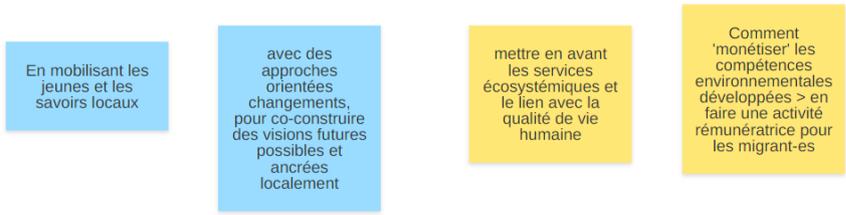




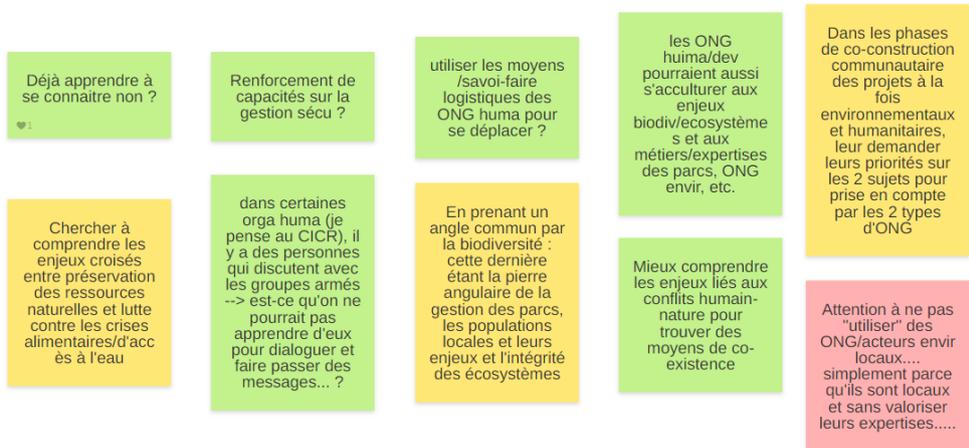
Comment intégrer les connaissances traditionnelles des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles et la protection des corridors écologiques ?



Quelles stratégies d'éducation environnementale pourraient être mises en place pour sensibiliser les populations migrantes à l'importance de la conservation ?



Comment l'ONG humanitaire pourrait-elle collaborer avec les instances gestionnaires du parc et les ONG environnementales locales pour concilier les besoins des populations et la préservation de la biodiversité ?



On peut notamment voir ressortir comme pistes :

- **Des solutions plus techniques d'échanges d'expertises** entre les deux acteurs (par exemple la logistique ou l'accès terrain des humanitaires, et la connaissance des acteurs locaux ou les capacités à faire des diagnostics territoriaux pour les ONG environnementales)
- Le besoin de la mise en place de **communautés locales de gestion des ressources et de modes de gouvernance appropriés** (exemple de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau)
- L'impératif de **travailler en amont des crises** – et de pouvoir nourrir cette collaboration (ne pas attendre le moment de la crise, mais d'élaborer des pistes de collaboration en amont, pour éviter des problèmes d'accès et de risques sécuritaires)

Le **risque sécuritaire** que peut constituer une collaboration avec des organisations environnementales locales (les militant.e.s sont souvent ciblés par les autorités dans les contextes de crises) a en outre été discuté. De même les questions **d'accès aux populations et au foncier** dans des contextes de crise et ont été évoquées et soulignées comme des éléments importants de vigilance.

Des exemples de coopération entre ONG de conservation et humanitaire ([WWF et IFRC](#)) ont été partagés suite au Forum, avec notamment [une action concrète au Népal](#), ou le projet [Resilient Islands](#) un projet concret d'adaptation et RRC basée sur les écosystèmes dans plusieurs territoires des Caraïbes entre IFRC et The Nature Conservancy¹.

6. Perspectives du REH

La réunion s'est finie sur un rappel des événements à venir au niveau du REH jusqu'au [prochain Forum](#) (17 octobre de 14h à 17h).

Du 8 au 10 juillet 2024 aura lieu le séminaire annuel du COPIL REH à Plaisians, dans les locaux du Groupe URD. Ce séminaire annuel permet de revenir sur les avancées du REH et de définir la stratégie pour l'année à venir.

Le GT EE lancera en septembre la première version de la matrice multisectorielle d'analyse de risques environnementaux et de mesures de mitigations pour les secteurs WASH, FSL, MHPSS et Shelter. Des événements de lancement seront organisés à l'automne. Le GT et organisera son séminaire annuel en octobre également.

Le Secrétariat du REH recrute un.e stagiaire à l'automne pour la capitalisation des travaux du REH. Le rôle de ce.tte stagiaire sera de mener une capitalisation des travaux du REH au niveau du Forum mais aussi des GT, et d'aider au déroulé des activités du Secrétariat du REH. N'hésitez pas à [partager l'offre](#) !

La **prochaine newsletter du REH** va sortir fin août. N'hésitez pas à nous partager des informations que vous souhaitez transmettre au REH largement. De même le **site du REH regroupe beaucoup de ressources et d'actualités (dont des offres d'emploi)** qui sont actualisées régulièrement – n'hésitez pas à aller les voir ou à nous transmettre des informations/ressources que vous souhaitez partager !

7. Prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu le jeudi 17 octobre de de 14h à 16h. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

Si vous souhaitez proposer un sujet pour un prochaine forum, vous pouvez le remplir le [document partagé](#) où vous pouvez indiquer :

1. Les sujets qui vous intéressent
2. Les sujets que vous pourriez potentiellement présenter (avec votre nom, nom de l'organisation et contact)

Il peut être rempli à tout moment.

Merci de votre contribution afin de choisir les sujets du Forum de manière collective.

¹ Contact pour plus d'information : Marisa Clarke-Marshall, cecilie.clarkemarshall@ifrc.org

Participants

Nous étions 48 à participer à cette réunion du REH, merci à tous.tes et à bientôt !

Organisation	Nom	Poste
Groupe URD	Johana Bretou-Klein	Chargé de recherche environnement/climat
Groupe URD	Aline Hubert	Chargée de recherche environnement/eau
IMPACT Transform	Oscar Katho	Responsable de l'environnement
Planète Urgence	Jean-Pierre Braun	Responsable de l'innovation
CNRS	Sandra Lavorel	Ecologue
	Patrick Lanfranconi	
AFD	Jean-Noël Roulleau	Expert biodiversité
HI	Camille THERON	Cheffe de projet agenda environnemental
NCA	Maryam El Bakkali	Sustainability consultant
ALIMA	Jérémy Coutelle	Chef de projet Action environnementale
ACTED	Camille Tetard	Chargée chaine approvisionnement verte
SI	Manon Grossières	Référente environnement et climat
PUI	Soizic BRUN	Référente environnement et climat
MDM	Julie Baptiste	Chargée de mission écoresponsabilité
TGH	Daniel Chebbahi	Référent logistique
ACF	Théo Willard	Chef de projet WASH
SI	Steve Franck TCHAMBA	Assistant WASH
Nutriset	Marianne Pochon	Ingénieure environnement et DD
FAO	Ghislain Aloy Mbainakou	Spécialiste MEAL
Fondation pour recherche sur la biodiversité	Martin Plancke	Chargé de mission biodiversité
Tetrattech	Samantha Brangeon	Consultante
ACF	Chloé Orland	Ecologue
CARE France	Guillaume Devars	Responsable projet opération
AFD	Vannina Pomonti	Référente climat OSC
MSF France	Alexandre Chaudonneret	Chef de projet environnement
Oxfam International	Frederic Moreau	Lead Environnement
CARE France	Marie Leroy	Chargée Climat
GRET	Guillaume QUELIN	Responsable du projet changement climatique
ACF	Gabriel Constant	Assistant climat et environnement
Groupe URD	Aliénor Declais	Stagiaire
CARE France	Elise Badin	Chargée de projet
CAA	Pascal Carré	
CARE France	Lila Vancrayenest	Chargée de projet climat
Groupe URD	Juliette Manoury	Stagiaire
Télécoms Sans Frontières	Erwan Monsegu	Chargé de transition écologique
ACF	Marie Petry	Regional Health & nutrition manager
MSF Suisse	Corentine BERTHET	Supply Chain Sustainability
Prodecom	Jean Marie Tschimanga	Référent environnemnet
ESF	Maddalena Curioni	Chargée de projets et mission carbone
CRF	Florence Le Paulmier	Référente RRC
Fondation de France	Marie Gardyn	Chargée de programme
Mercy Corps	Marie-Ange Kalenga	Senior Advisor, Governance and Compliance, West & Central Africa

Planète Urgence	Anna LANFRANCHI	Chargée des partenariats
	Hassane Koubere	Consultant
Prodecom	Tito Dimbi	
Hulo	Philine MOUCHERONT	Experte environnement
Bioforce	Florian LARGUIER	ref tech et pédagogique
MSF OCB	Traore Dramane	Coordinateur Santé Environnementale